



1 Place des Résistants  
BP 11  
83430 SAINT MANDRIER  
SIRET : 25830112600029

## STATUTS

### ***Article 1 : Désignation du Syndicat***

Il est créé entre les quarante-huit communes désignées ci-dessous :

BANDOL - BESSE SUR ISSOLE - BORMES - BRUE AURIAC - CARCÈS - CAVALAIRE - CHATEAUDOUBLE - COGOLIN - ÉVENOS - FAYENCE - FIGANIÈRES - FLASSANS SUR ISSOLE - GASSIN - LA CROIX-VALMER - LA FARLÈDE - LA GARDE FREINET - LA LONDE LES MAURES - LA VALETTE DU VAR - LE BEAUSSET - LE LAVANDOU - LE RAYOL CANADEL - LE REVEST LES EAUX - LE THORONET - LE VAL - MONTFERRAT - MONFORT SUR ARGENS - OLLIOULES - PIERREFEU DU VAR - PIGNANS - PUGET VILLE - RAMATUELLE - RIAN - SAINT CYR SUR MER - SAINT MANDRIER SUR MER - SAINT MAXIMIN - SAINT TROPEZ - SAINT ZACHAIRE - SANARY SUR MER – SIX FOURS - SOLLIÈS PONT - SOLLIÈS TOUCAS - SOLLIÈS VILLE - TOURRETTES - TOURVES - VIDAUBAN

### **Un Syndicat Intercommunal régi par le Code Général des Collectivités Territoriales**

Toute autre commune peut adhérer au Syndicat conformément à l'article 14 des présents statuts.

### ***Article 2 : Dénomination***

Ce Syndicat prend la dénomination de Syndicat Intercommunal Varois d'Aide aux Achats Divers (**S.I.V.A.A.D**).

### **Article 3 : Objet**

**1** – Le Syndicat a pour objet d’améliorer les conditions de fonctionnement des restaurations collectives organisées par les communes adhérentes ainsi que celles des autres services et établissements municipaux, et de permettre aux collectivités adhérentes d’obtenir des prestataires de service et des fournisseurs les meilleures conditions de prix et de qualité au moyen de commandes groupées par l’intermédiaire du Groupement de commandes, et selon les modalités fixées par le Code de la Commande Publique.

Le Syndicat assure le soutien matériel et tout appui d’assistance et de conseil du Groupement de Commandes des Collectivités Territoriales du VAR en matière de fournitures courantes et plus particulièrement assure le soutien matériel et tout appui d’assistance et de conseil de coordinateur, désigné par le représentant de l’Etat dans le département conformément aux dispositions légales, dans les opérations de consultations collectives.

**2** – Il exerce une activité :

- ✓ De gestion et suivi des marchés par le calcul des achats prévisionnels et le chiffrage des réalisations
- ✓ D’étude économique sur la nécessité de mettre en place de nouveaux marchés en matière de fournitures courantes et de rédaction des cahiers techniques
- ✓ De conseil en matière d’hygiène et d’équilibre alimentaire par la mise en place de sessions d’information avec les organismes officiels et la fourniture de menus-type élaborés par une diététicienne
- ✓ De conseil, de formation, d’animation et de communication par tout moyen et notamment par l’organisation de rencontres, forums, sessions, en matière de marchés publics, de développement durable, d’hygiène et de santé alimentaire
- ✓ De conseil technique sur la qualité des produits utilisés par les communes
- ✓ D’assistance aux collectivités en matière d’équipements de cuisine et plus généralement en matière de fournitures.

Il peut, en outre, par voie de convention assurer son objet au profit :

- ☒ De collectivités territoriales
- ☒ D’établissements publics non adhérents au SIVAAD
- ☒ De collectivités publiques
- ☒ De chambres consulaires d’associations
- ☒ De personnes privées

De telles prestations au profit des collectivités et établissements doivent être strictement passées, dans les conditions légales applicables et en particulier du Code de la Commande Publique et de la loi du 2 mars 1982 relative à la liberté du commerce et de l’industrie.

#### **Article 4 : Durée**

La durée du Syndicat est illimitée.

#### **Article 5 : Siège administratif**

Le siège administratif est fixé au 1 Place des Résistants à SAINT MANDRIER SUR MER (83430).

#### **Article 6 : Comptable**

Le Comptable du Syndicat sera celui correspondant au siège du Syndicat.  
Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2021, le Syndicat dépend de la TRÉSORERIE DE SAINT CYR SUR MER.

#### **Article 7 : Ressources**

Les ressources du Syndicat seront conformes aux règles en vigueur et pourront comprendre :

1. Contributions des communes associées
2. Revenus des biens meubles et immeubles
3. Les sommes qu'il reçoit des administrations publiques, collectivités publiques établissements publics, chambres consulaires, associations, particuliers en échange d'un service rendu
4. Les subventions diverses (État, Régions, Départements, Communes)
5. Le produit des dons et legs
6. Le produit des taxes, redevances et contributions correspondant aux services assurés
7. Le produit des emprunts

#### **Article 8 : Contributions des communes adhérentes au SIVAAD**

La contribution de chaque commune adhérente aux dépenses nécessaires au fonctionnement du Syndicat est déterminée selon les modalités suivantes :

**Cotisation SIVAAD** : part fixe + part variable – abattement éventuel

#### **Définitions :**

**Part fixe** : montant voté chaque année par l'assemblée générale, multiplié par le nombre d'habitants déterminés par le dernier recensement connu.

Part variable : pourcentage, voté chaque année par l'assemblée générale, du volume global des marchés réalisés, au travers du groupement de commandes des Collectivités Territoriales du VAR, par la commune syndiquée au cours de l'année N-1.

Abattement : si le taux moyen d'achat pour un habitant de la commune adhérente est supérieur au taux moyen d'achat pour un habitant de la population déterminée par le périmètre du SIVAAD, la commune adhérente bénéficiera d'un taux d'abattement sur sa participation financière.

Ce taux d'abattement, qui ne pourra jamais excéder 20% de la participation financière, sera fixé chaque année par l'assemblée générale et ne s'applique que sur la part variable de la cotisation SIVAAD

Le taux moyen d'achat pour un habitant de la commune adhérente :

$$\frac{\text{volume global des marchés réalisés de la commune adhérente}}{\text{Population de la commune adhérente déterminée en fonction du dernier recensement connu}}$$

Taux moyen d'achat pour un habitant de la population totale du SIVAAD :

$$\frac{\text{volume global des marchés réalisés au travers du SIVAAD}}{\text{Population totale comprise dans le périmètre du SIVAAD déterminée en fonction du dernier recensement connu}}$$

Toutefois afin d'assurer l'équilibre financier du Syndicat, il est prévu que lorsqu'une commune voit ses contributions annuelles au fonctionnement du Syndicat diminuer de plus de 25 % par rapport à sa moyenne des deux années précédentes, celle-ci voit ses contributions établies sur la dite moyenne. Sauf cas exceptionnel débattu en Assemblée Générale.

La contribution sera maintenue jusqu'à l'éventuelle acceptation de la demande de retrait de la commune.

## **Article 9 : Investissements**

Le Syndicat pourra procéder aux investissements nécessaires à son fonctionnement.

## **Article 10 : Administration**

L'administration du Syndicat est faite par un bureau élu par l'ensemble des délégués des communes, selon les règles de l'article 2122-7 du Code Général des Collectivités Territoriales.

a) Nombre de délégués par commune

Chaque commune est représentée par deux délégués titulaires désignés par les conseils municipaux auxquels sont joints deux délégués suppléants.

b) Constitution du Bureau Syndical

La composition du Bureau Syndical et le nombre de Vice-Présidents seront librement déterminés par l'organe délibérant, dans la limite fixée à l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales.

## **Article 11 : Décisions ou délibérations**

Les décisions de l'assemblée générale sont prises à la majorité absolue des membres présents.

Les délégués suppléants pourront siéger dans les assemblées générales avec voix délibérative en cas d'empêchement d'un délégué titulaire.

## **Article 12 : Réunion de l'assemblée générale**

L'assemblée générale se réunira au moins trois fois par an, à des dates plus rapprochées fixées selon les besoins, soit au siège, soit en un lieu itinérant.

## **Article 13 : Modification des statuts**

Les propositions de modifications des statuts devront être adoptées en assemblées générales à la majorité des 2/3 des délégués.

## **Article 14 : Adhésion ou retrait d'une commune**

L'adhésion ou/et le retrait d'une commune intervient(nent) conformément aux dispositions légales et réglementaires applicables.

De plus, en cas de retrait d'une commune du Syndicat, celle-ci sera astreinte pendant une durée de deux ans au paiement d'une indemnité représentant la moyenne de ses contributions au fonctionnement du Syndicat des trois années précédant la demande de retrait.

***Article 15 : La dissolution***

La dissolution du Syndicat est prononcée conformément au Code Général des Collectivités Territoriales.

***Article 16 : Règlement intérieur***

Le fonctionnement du Syndicat sera régi par un règlement intérieur approuvé par l'assemblée générale.

Le Président du SIVAAD  
Christian TOULOUSE